

MARS 2024 « *Les SES face aux enjeux écologiques : comment mieux intégrer les questions écologiques aux programmes de Sciences économiques et sociales ?* »

Ce 4 pages a été rédigé par le groupe de travail « Bifurcation » de l'APSES.

Quelles connaissances sur les questions écologiques devraient être acquises par les lycéen·nes ayant choisi la spécialité SES à l'issue du cycle terminal ? C'est à cette interrogation qu'ont tenté de donner une réponse les enseignant·es chercheur·es réunies le 25 mars 2024 à l'université Paris-Dauphine lors du colloque « *Les SES face aux enjeux écologiques : comment mieux intégrer les questions écologiques aux programmes de Sciences économiques et sociales* », organisé par le groupe bifurcation de l'APSES. 4 tables rondes étaient organisées et ont permis d'apporter les éléments suivants.

► **Face aux enjeux écologiques, comment penser les systèmes socio-économiques en SES ?**

1. La première table ronde s'intéressait aux systèmes socio-économiques. Les liens entre écologie et systèmes socio-économiques sont au fondement des discussions sur les questions écologiques en sciences sociales. Il est de plus en plus admis que les problématiques écologiques sont encadrées dans le social et situées dans des contextes économiques, historiques, institutionnels, géopolitiques spécifiques. Comment penser cet encastrement et rendre compte de ces spécificités ? Il s'agissait ainsi dans cette table ronde de discuter l'idée, qui oriente les programmes de SES actuels, selon laquelle les défis écologiques sont des externalités négatives et une tragédie (des communs) limitant la croissance à moins d'innover. Les contraintes écologiques sont-elles de simples obstacles à dépasser et sinon comment les saisir ? Sont-elles de simples défis techniques qui semblent (eux aussi) tomber du ciel ou des produits du capitalisme et de sa financiarisation ? Cette table ronde visait donc à aborder les systèmes économiques dans une perspective écologique.

Cela nécessitait de revenir sur la notion d'anthropocène. Pour Victor Court, cette notion soulève une série de questions tant sur la date du début de la dégradation des systèmes géo-biologiques par les activités humaines, que sur la naturalisation du phénomène par occultation de la dimension sociale du régime fossile, ou encore sur la pertinence du concept de capitalocène qui pourrait alors lui être substitué pour en rendre compte.

Il est aujourd'hui intéressant d'analyser le système économique chinois, du fait de son poids dans les émissions mondiales de CO₂, et son positionnement face aux défis écologiques. Pour Stéphanie Monjon, si les émissions chinoises de CO₂ ne baissent pas, c'est parce que les capacités de production de charbon augmentent pour satisfaire la consommation alors que les capacités du renouvelable sont intermittentes. Toutefois, la Chine fait davantage d'efforts sur la qualité de l'air, notamment avec le déploiement des véhicules électriques et la fourniture de technologies bas-carbone, ce qui n'est pas sans poser question d'un point de vue géopolitique.

C'est dire l'importance de prendre en compte le métabolisme social et de mobiliser des analyses multicritères pour comprendre et discuter de la croissance verte. Gaël Plumecocq souligne en effet que produire n'est pas seulement allouer des ressources et innover mais aussi transformer des sources d'énergie primaires, ce qui oblige à tenir compte de l'environnement en tant que tel et donc à penser des formes de gouvernance des ressources naturelles autres que marchande. Le marché, dont Karl Polanyi a montré que nous lui avons confié l'organisation de nos relations sociales, objective la valeur et permet l'accumulation du capital. Hélène Tordjman rappelle ainsi que le capitalisme n'est pas un phénomène naturel et que son développement actuel est marqué par la disjonction entre le libéralisme économique et le libéralisme politique. Surtout, il se caractérise par l'apparition de nouvelles marchandises fictives comme les bio-objets, à la base de la bioéconomie au cœur du Pacte vert européen, qui vise donc à inventer de nouvelles techniques pour gérer les problèmes en aval plutôt qu'à agir sur les sources en amont. Pour comprendre « l'ouragan perpétuel » qu'est pour Schumpeter le capitalisme, il faut donc revenir à des cadres conceptuels qui privilégient les approches dynamiques, holistes et sensibilisent à la complexité du monde.

PROGRAMME DE SES – PROPOSITIONS DU GROUPE BIFURCATION

- pour définir les enjeux écologiques actuels, étudier de manière critique le concept d'anthropocène ;
- pour discuter des engagements climatiques des plus grands pollueurs mondiaux, tenir aussi compte des politiques menées par la Chine ; pour discuter de la croissance verte, mobiliser l'approche du métabolisme social et mobiliser d'autres évaluations que l'évaluation monétaire et d'autres formes de gouvernance que le marché, en particulier pour la gestion des biens communs ;
- pour en finir avec la naturalisation du capitalisme, enseigner les mécanismes de formation du prix et ses hypothèses, enseigner le modèle et sa critique et le confronter à la réalité des faits, et pour sensibiliser à la complexité du monde, travailler sur l'effet papillon comme sur l'effet rebond.

► Comment aborder la production, les échanges et la consommation compte tenu des enjeux écologiques ?

2. La deuxième table ronde portait sur la production, les échanges et la consommation. Les liens entre écologie, production, échanges et consommation sont au cœur des défis auxquels sont confrontées les sociétés contemporaines. La croissance, la consommation de masse, l'explosion du commerce mondial sont de plus en plus questionnées. En quels termes poser le débat et comment penser l'évolution de nos modes de production et de consommation ? Il s'agissait ainsi dans cette table ronde de s'intéresser à la façon dont nous pouvons aborder, en SES, l'évolution des façons de produire et de consommer compte tenu de l'urgence écologique à laquelle nous sommes confronté-es. S'il apparaît désormais clair que le modèle de croissance dont nous enseignons les fondements n'est plus soutenable, doit-on envisager une adaptation de nos modes de production et de consommation, ou leur transformation ? L'objectif de croissance doit-il être abandonné, et dès lors, quels nouveaux objectifs et nouveaux indicateurs présenter à nos élèves ? Cette table ronde visait donc à aborder la croissance, la consommation et les échanges internationaux, du point de vue de leur soutenabilité écologique.

Ceci nécessitait de revenir sur l'idée d'un possible découplage de la croissance et de ses effets comme le propose Dominique Méda en revenant par exemple sur les deux types de réception du rapport Meadows par Nordhaus et par Mansholt ou en rappelant que le PIB occulte les phénomènes physiques et ne permet pas de valoriser les patrimoines. Pour Florence Jany-Catrice, l'addiction à la croissance vient des théories de la croissance endogène qui rendent infinies les possibilités de croissance. D'autres indicateurs que le PIB, reposant sur d'autres conventions, pourraient néanmoins porter de nouvelles narrations. Pour Maël Ginsburger, la sociologie de la consommation peut également aider à considérer la consommation au-delà de l'acte économique individuel d'achat en soulignant l'ordre social et politique qui le sous-tend. Mathilde Dupré, enfin, met en avant les nombreux liens entre commerce international et enjeux écologiques, à travers la publicité qui vise la massification de nouveaux usages, les accords bilatéraux et le commerce intrafirme. Le droit économique tend à s'imposer aux autres droits internationaux, en particulier le droit de l'environnement. Le transport repose sur les énergies fossiles et les droits de douanes inférieurs sur les biens polluants reviennent à une subvention implicite. Les accords de commerce s'imposent pour accéder aux ressources minérales (supposément pour mener la transition écologique). Il s'agit alors de prendre en compte les enjeux de la relocalisation en vue de la souveraineté (alimentaire pour l'essentiel aujourd'hui) ou de la sécurité et qui permettrait de faire des exceptions aux règles du commerce international et, enfin, l'impact du changement climatique sur les grandes institutions du commerce international.

PROGRAMME DE SES – PROPOSITIONS DU GROUPE BIFURCATION

- pour discuter du découplage de la croissance et de ses effets écologiques, travailler sur les réceptions du rapport Meadows et sur des indicateurs pour valoriser les patrimoines ;
- pour mettre à la discussion l'idée de croissance infinie, questionner la valeur (qu'est-ce qui compte ?), questionner la neutralité axiologique dans la construction des indicateurs et montrer l'importance des processus de légitimation des indicateurs ;
- pour analyser les imaginaires de la consommation, mobiliser les travaux de sociologie et d'histoire et développer ainsi un dialogue interdisciplinaire avec l'économie et la psychologie sociale ;
- pour réfléchir à la soutenabilité écologique du commerce international, comparer les droits de douane sur les biens polluants et les biens non polluants, analyser les enjeux des relocalisations, étudier les accords commerciaux.

► Comment relier justice sociale et environnementale ?

3. La troisième table ronde mettait l'accent sur le travail, la répartition des richesses et les inégalités. Les liens entre écologie et justice sociale sont un enjeu central pour les sociétés démocratiques. Si les inégalités socio-économiques fragilisent ces dernières, l'impact des inégalités écologiques est aujourd'hui également de plus en plus reconnu. Comment réussir à concilier justice sociale et justice environnementale ? Il s'agissait ainsi dans cette troisième table ronde de proposer d'élargir le questionnement sur les liens entre idéal démocratique et justice sociale à la dimension écologique et d'aller au-delà des outils présentés dans les programmes de SES comme les principaux instruments de politique environnementale (réglementation, marchés de quotas d'émission, taxation et subvention à l'innovation verte). Cette table ronde visait donc à aborder l'égalité dans une perspective d'écologie politique.

Ceci nécessitait d'analyser l'articulation entre inégalités socio-économiques et inégalités environnementales. Pour Eloi Laurent, cette articulation peut être pensée avec la notion de transition juste. Pour Jean-Baptiste Comby, il convient d'interroger le rapport des classes sociales aux enjeux écologiques, notamment du point de vue des classes populaires. L'enjeu est de ne pas accentuer les distances entre groupes sociaux car on observe que les politiques de l'écologie rapprochent les classes dominantes autour d'une logique de modération et de pondération et à l'inverse accentuent les distances entre les différentes fractions des classes populaires. La notion de transformation sociale grâce à la socialisation est alors préférée à celle de transition car elle amène à s'interroger sur les relations de pouvoir et de domination qui fondent les structures sociales.

Enfin, puisque le revenu est le facteur le plus prédictif des émissions de GES, il est aussi possible de répartir plus équitablement l'énergie consommée avec des systèmes de rationnement, rappelle Mathilde Szuba. Cet instrument organise la distribution face à la pénurie. Il peut donc servir à planifier la décroissance de la consommation. A la différence du marché, il peut être un outil au service de la justice environnementale car il permet de fixer des critères d'une répartition juste.

PROGRAMME DE SES – PROPOSITIONS DU GROUPE BIFURCATION

- pour discuter des transitions justes, remettre l'économie à sa place en utilisant là encore des approches multi-critères et réintégrer l'écologie dans les sciences sociales ;
- pour penser la transformation des relations sociales, s'appuyer sur le rôle des instances de socialisation et réfléchir à ce que serait une école écologique, avec moins de compétition ;
- pour fixer des critères d'une répartition juste, présenter l'intérêt de la technique du rationnement.

► Comment appréhender dans les programmes de SES les transformations de l'action collective et de l'action publique au regard des enjeux écologiques ?

4. La quatrième table ronde discutait de l'action collective et de l'action publique. L'analyse des liens entre écologie, action collective et action publique est indispensable à la compréhension de l'engagement politique et des politiques publiques, tant ceux-ci sont impactés par les enjeux écologiques. Nouveaux répertoires d'action, références aux Communs, constats et critiques des freins à l'action publique environnementale sont fréquemment discutés dans l'espace public. Quelles sont les spécificités du mouvement écologiste, comment évolue-t-il et à quels obstacles fait effectivement face l'action publique ? Il s'agissait ainsi dans cette dernière table ronde de s'interroger sur la manière d'aborder dans les programmes de SES l'évolution des arrangements institutionnels au regard des enjeux écologiques. Cette table ronde visait donc à aborder les transformations de la mobilisation avec le militantisme écologiste, en lien avec les approches féministes de la politisation et la problématique des Communs, ainsi que, celles, nécessaires, de l'action publique environnementale.

Cela nécessitait de présenter les mouvements écologistes sous l'angle des formes d'engagement et de la construction d'organisations alternatives pour résister et pour produire. Pour Sylvie Ollitrault, la désobéissance civile est l'une des transformations pratiques du militantisme écologiste. Ce dernier peut se penser en termes de cycles de protestation (cf. C. Tilly et S. Tarrow), l'état d'urgence en France ayant par exemple eu des effets sur ce militantisme. Il pose aussi des questions plus larges sur le coût de l'engagement, le rapport au vote, le droit de manifester et témoigne d'une rhétorique de la citoyenneté voire de la résistance, expression d'une défiance dans les institutions. Pour Geneviève

Pruvost, l'approche féministe de la politisation invite à penser la mobilisation sur les questions écologiques comme un continuum allant de l'action à destination de ses proches, portant un discours politique dans des espaces publics de proximité, en vue de créer des liens, contre ou en-dehors du système des partis, syndicats et administrations, à une action visant le dialogue avec le système politico-institutionnel, à destination des élus et des administrations, par le vote. Cette approche conduit aussi à rompre avec les représentations linéaires de la socialisation politique qui établissent des hiérarchies dans les manières de mettre en œuvre l'écologie, au profit d'une écologie en acte.

La question des modalités de prise de décision plus démocratiques au regard des enjeux écologiques a alors été posée par Christian Laval à propos des Communs, dans la perspective introduite par Elinor Ostrom dans son ouvrage « *Governing the commons* ». Contrevenant à l'approche mainstream du passager clandestin et de la tragédie des communs, cette perspective montre qu'il existe des modes d'autogouvernement des ressources, des espaces et des modes de vie qui préservent l'environnement par la coopération des collectivités.

Enfin, Clémence Guimont a pointé les difficultés, plurielles, d'intégrer pleinement les enjeux écologiques à la décision publique. Elles tiennent au cadrage des problèmes environnementaux (au détriment des dominés), à la non construction des problèmes publics, à la production de l'ignorance, à l'organisation des administrations et au déploiement en leur sein du *new public management*, ou encore à la fragmentation de la question environnementale par la science politique elle-même.

PROGRAMME DE SES – PROPOSITIONS DU GROUPE BIFURCATION

- pour montrer les nouveaux répertoires d'action du militantisme écologique, travailler sur la désobéissance civile ;
- pour faire voir la mobilisation en acte, faire une histoire des réfractaires à l'industrialisation et notamment les résistances paysannes, travailler sur la territorialisation de l'action collective (que signifie vivre en circuit court ?) et mobiliser la méthode de l'ethnocomptabilité pour mettre en récit ce qui compte, en particulier dans les lieux où il n'est pas nécessaire de sortir son porte-monnaie pour assouvir ses besoins primaires ;
- pour comprendre les communs, présenter les travaux d'Elinor Ostrom ;
- pour trouver des leviers à l'action la puissance publique sur les problèmes écologiques, travailler sur les cadrages et sur l'irrationalité, la responsabilité ou l'impuissance de l'action publique.

► Pour prolonger ...

→ Les podcasts du colloque [ici](#)

→ Les listes de lectures avec de nombreuses références à trouver sur [CAIRN](#)

« [Écologie et économie – Systèmes productifs et modèles de consommation](#) »

« [Écologie et justice sociale](#) »

« [Écologie, action collective et action publique](#) »

